

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

F. 2008 — 3394

[2008/203426]

28 AOUT 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux conditions et modalités de remboursement des frais de déplacement et de représentation des membres des organes de gestion d'une société de logement de service public

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement institué par le décret du 29 octobre 1998, notamment l'article 148*quater*, alinéa 3, du Code wallon du Logement, inséré par le décret du 30 mars 2006;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2007 relatif au montant maximal et aux conditions d'attribution des jetons de présence des membres des organes de gestion et des émoluments du président et d'un vice-président du conseil d'administration d'une société de logement de service public;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 44.851/1/2/v, donné le 29 juillet 2008, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat;

Vu la proposition de la Société wallonne du Logement approuvée par son Conseil d'administration en date du 16 juin 2008;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o Code : le Code wallon du Logement;

2^o Société : la société de logement de service public.

Art. 2. Le remboursement des frais de déplacement et des frais de représentation répond aux conditions prévues au présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Des frais de déplacement*

Art. 3. Chaque déplacement donnant lieu à remboursement en application du présent arrêté s'effectue à l'aide du moyen de transport le plus adéquat en fonction du coût du transport, de la durée du déplacement et des nécessités du mandat exercé.

L'organe de gestion qui confie une mission à l'un de ses membres peut autoriser l'utilisation d'un véhicule personnel.

Art. 4. § 1^{er}. Les frais de déplacement résultant de l'usage de transports en commun ou de l'utilisation d'un véhicule personnel dans le cadre d'une mission confiée par un organe de gestion d'une société à l'un de ses membres dans le cadre de son mandat sont remboursés par la société.

§ 2. Est assimilé à un déplacement dans le cadre d'une mission confiée par un organe de gestion, le trajet entre le domicile d'un administrateur et le lieu de la formation visée aux articles 148, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o, et alinéa 4, et 152*quater* du Code.

§ 3. Est exclu le remboursement des frais de déplacement liés au trajet entre le domicile et le lieu de réunion des organes de gestion pour toute réunion d'un organe de gestion donnant lieu à jeton de présence ou émoluments au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2007 relatif au montant maximal et aux conditions d'attribution des jetons de présence des membres des organes de gestion et des émoluments du président et d'un vice-président du conseil d'administration d'une société.

Art. 5. Les frais de déplacement en transports en commun sont remboursés intégralement sur base des pièces justificatives.

Art. 6. En cas d'utilisation d'un véhicule personnel, l'indemnité kilométrique correspond à celle dont bénéficient les agents des Services du Gouvernement wallon utilisant un véhicule à moteur personnel pour leurs déplacements de service.

L'indemnité couvre tous les frais, à l'exception des frais de parking et de stationnement payants visés à l'article 7 et sans que soient déduits les frais de l'assurance tous risques contractée par la société pour couvrir les risques encourus par les membres d'un organe de gestion utilisant leur véhicule personnel pour les besoins de leur mission.

L'indemnité kilométrique est calculée sur la base de l'itinéraire le plus court entre le domicile du membre de l'organe de gestion en mission et le lieu de cette mission.

Art. 7. § 1^{er}. Le remboursement des frais de déplacement, de parking et de stationnement payants intervient mensuellement sur production d'une déclaration de créance sur l'honneur conforme au modèle repris en annexe au présent arrêté.

§ 2. Les frais de parking et de stationnement payants exposés dans le cadre de déplacements liés à une mission pour laquelle l'organe de gestion mandate un de ses membres sont remboursés sur base des quittances délivrées.

Art. 8. En cas de voyage à l'étranger dans le cadre d'une mission confiée par le conseil d'administration de la société, le moyen de transport sera choisi en fonction du coût du transport et des nécessités de la mission.

CHAPITRE III. — *Frais de représentation*

Art. 9. Les membres des organes de gestion d'une société peuvent bénéficier de frais de représentation.

Art. 10. Pour l'application du présent arrêté, on entend par frais de représentation, les frais exposés individuellement, relatifs et nécessaires à l'exercice du mandat dans le cadre d'une mission confiée par un organe de gestion de la société.

Art. 11. § 1^{er}. Le conseil d'administration de la société détermine, les bénéficiaires de frais de représentation relatifs à l'exercice de leur mandat et le montant maximal des frais de représentation dont ils peuvent bénéficier, dans le cadre du budget.

§ 2. En cas de frais de représentation relatifs à un séjour à l'étranger, le conseil d'administration peut, par décision motivée, modifier le montant maximal annuel de frais de représentation.

Art. 12. Les frais de représentation sont remboursés a posteriori sur présentation d'un justificatif conforme au modèle repris en annexe au présent arrêté.

Art. 13. Les sociétés ne peuvent octroyer une carte de crédit aux membres de leurs organes de gestion.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le premier novembre 2008, à l'exception des déplacements visés à l'article 4, § 2.

Les déplacements visés à l'article 4, § 2, ayant eu lieu à partir du 12 février 2008 peuvent faire l'objet d'un remboursement dans les conditions visées aux articles 5 à 7 du présent arrêté.

Art. 15. Le Ministre du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 15. Le Ministre du
Namur le 28 août 2008

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A ANTOINE

Annexe 1^{re}

Déclaration de créance pour frais de déplacement

Mois : - Année :

Nom et prénom : _____

Type de mandat :

Domicile:

Compte bancaire n° :

Ouvert au nom de :

J'affirme sur l'honneur que la présente déclaration est sincère et complète.

(date et signature)

Déplacements en transports en commun

Déplacements avec un véhicule personnel

Frais de parking et de stationnement payant

N° d'annexe	Date	Lieu du stationnement	Frais

Frais de déplacements en transports en commun :	
Frais de déplacements avec voiture personnelle :	
Distance kilométrique parcourue :	
	x taux (...) =
Frais de parking et de stationnement payant :	
Total :	

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 août 2008 relatif aux conditions et modalités de remboursement des frais de déplacement et de représentation des membres des organes de gestion d'une société de logement de service public.

Namur, le 28 août 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Annexe 2

Déclaration de créance pour frais de représentation

Mois : - Année :

Par la présente, je soussigné(e)

Déclare qu'il m'est dû la somme de euros
(en lettres :

Justifiée par les documents repris ci-dessous et joints en annexe.

N° d'annexe	Montant	Objet/Justification
TOTAL :		

(date et signature)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 août 2008 relatif aux conditions et modalités de remboursement des frais de déplacement et de représentation des membres des organes de gestion d'une société de logement de service public.

Namur, le 28 août 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2008 — 3394

[2008/203426]

28. AUGUST 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Bedingungen und Modalitäten für die Rückerstattung der Fahrt- und Vertretungskosten der Mitglieder der Verwaltungsorgane einer Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des durch das Dekret vom 29. Oktober 1998 eingeführten Wallonischen Wohngesetzbuches, insbesondere des durch das Dekret vom 23. November 2006 eingefügten Artikels 148*quater*, Absatz 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. August 2007 über den Höchstbetrag und die Gewährungsbedingungen der Anwesenheitsgelder zugunsten der Mitglieder der Verwaltungsorgane, und der Bezüge des Vorsitzenden und eines stellvertretenden Vorsitzenden des Verwaltungsrats einer Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 29. Juli 2008 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1° der Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 44.851/2/V;

Aufgrund des Vorschlags der "Société wallonne du Logement" (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft), der durch ihren Verwaltungsrat am 16. Juni 2008 gebilligt wurde;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — Definitionen

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Gesetzbuch: das Wallonische Wohngesetzbuch;

2° Gesellschaft: die Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes.

Art. 2 - Die Rückerstattung der Fahrt- und Vertretungskosten ist mit den im vorliegenden Erlass vorgesehenen Bedingungen verbunden.

KAPITEL II — Fahrtkosten

Art. 3 - Jede Fahrt, die in Anwendung des vorliegenden Erlasses Anspruch auf eine Kostenerstattung gibt, erfolgt mit dem aufgrund der Transportkosten, der Fahrtdauer und der Anforderungen des ausgeübten Amtes am besten geeigneten Transportmittel.

Das Verwaltungsorgan, das einem seiner Mitglieder eine Aufgabe erteilt, kann die Verwendung eines eigenen Fahrzeugs erlauben.

Art. 4 - § 1. Die Fahrtkosten, die sich aus der Benutzung der öffentlichen Verkehrsmittel oder der Verwendung eines eigenen Fahrzeugs im Rahmen einer durch ein Verwaltungsorgan einer Gesellschaft einem ihrer Mitglieder im Rahmen seines Mandats erteilten Aufgabe ergeben, werden von der Gesellschaft rückerstattet.

§ 2. Einer Fahrt im Rahmen einer durch ein Verwaltungsorgan erteilten Aufgabe wird die Fahrt zwischen dem Wohnsitz eines Verwaltungsratsmitglieds und dem Ort der in den Artikeln 148, § 1, Absatz 2, 1° und Absatz 4, und 152*quater* des Gesetzbuches erwähnten Ausbildung gleichgestellt.

§ 3. Ausgeschlossen wird die Rückerstattung der Fahrtkosten bezüglich der Fahrt zwischen dem Wohnort und dem Versammlungsort der Verwaltungsorgane für jede Versammlung eines Verwaltungsorgans, die Anspruch auf Anwesenheitsgeld oder Bezüge im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. August 2007 über den Höchstbetrag und die Gewährungsbedingungen der Anwesenheitsgelder zugunsten der Mitglieder der Verwaltungsorgane, und der Bezüge des Vorsitzenden und eines stellvertretenden Vorsitzenden des Verwaltungsrats einer Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes gibt.

Art. 5 - Die Fahrtkosten mit öffentlichen Verkehrsmitteln werden auf der Grundlage der Belege völlig rückerstattet.

Art. 6 - Bei Verwendung eines eigenen Fahrzeugs entspricht die Kilometerentschädigung derjenigen, die die Bediensteten der Dienststelle der wallonischen Regierung, die ein eigenes Motorfahrzeug für ihre Dienstfahrten benutzen, genießen.

Die Kilometerentschädigung deckt alle Kosten außer den in Artikel 7 erwähnten Parkgebühren, und ohne Abzug der Kosten für die von der Gesellschaft abgeschlossenen Gesamtversicherung zur Deckung der Gefahren, denen die Mitglieder eines Verwaltungsorgans, die ihr eigenes Fahrzeug zur Ausführung ihrer Aufgabe benutzen, ausgesetzt sind.

Die Kilometerentschädigung wird auf der Basis der kürzesten Fahrstrecke zwischen dem Wohnsitz des Mitglieds des Verwaltungsorgans auf Dienstreise und dem Ort dieser Dienstreise berechnet.

Art. 7 - § 1. Die Rückerstattung der Fahrtkosten und Parkgebühren erfolgt monatlich auf Vorlage einer ehrenwörtlichen Forderungsanmeldung, die dem in der Anlage zum vorliegenden Erlass stehenden Muster entspricht.

§ 2. Die Parkgebühren, die im Rahmen von Dienstfahrten entstehen, die mit einem Dienstauftrag, für welche das Verwaltungsorgan eines seiner Mitglieder bevollmächtigt, verbunden sind, werden auf der Grundlage der ausgestellten Quittungen ausgezahlt.

Art. 8 - Bei einer Dienstreise ins Ausland im Rahmen eines Auftrags, der durch den Verwaltungsrat der Gesellschaft erteilt wird, wird das Transportmittel aufgrund der Transportkosten und der Anforderungen des Auftrags gewählt.

KAPITEL III — *Vertretungskosten*

Art. 9 - Die Mitglieder der Verwaltungsorgane einer Gesellschaft können Vertretungskosten genießen.

Art. 10 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter Vertretungskosten die im Rahmen einer von einem Verwaltungsorgan der Gesellschaft anvertrauten Aufgabe individuell ausgelegten Kosten, die sich auf die Ausübung des Mandats beziehen und dafür notwendig sind.

Art. 11 - § 1. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft bestimmt die Bezugsberechtigten der Vertretungskosten bezüglich des Jahres ihres Mandats und den Höchstbetrag der Vertretungskosten, auf welche sie Anspruch haben können, im Rahmen des Haushalts.

§ 2. Im Falle von Vertretungskosten für einen Aufenthalt im Ausland kann der Verwaltungsrat durch einen begründeten Beschluss den jährlichen Höchstbetrag der Vertretungskosten verändern.

Art. 12 - Die Vertretungskosten werden auf Vorlage eines Belegs, der dem in der Anlage zum vorliegenden Erlass aufgeführten Muster entspricht, nachträglich rückerstattet.

Art. 13 - Die Gesellschaften dürfen den Mitgliedern ihrer Verwaltungsorgane keine Kreditkarte gewähren.

Art. 14 - Mit Ausnahme der in Artikel 4, § 2 erwähnten Fahrten tritt der vorliegende Erlass am 1. November 2008 in Kraft.

Die in Artikel 4, § 2 erwähnten Fahrten, die ab dem 12. Februar 2008 stattfinden, können unter den in den Artikeln 5 bis 7 des vorliegenden Erlasses erwähnten Bedingungen Gegenstand einer Kostenerstattung sein.

Art. 15 - Der Minister des Wohnungswesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt

Art. 15 Der Minister des Wohnungswesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur den 28. August 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Anlage 1

Forderungsanmeldung für die Fahrtkosten

Monat: - Jahr:.....

Name und Vorname:.....

Art des Mandats:.....

Wohnort:

Bankkontonummer:

eröffnet im Namen von

Hiermit versichere ich auf Ehrenwort die Aufrichtigkeit und Vollständigkeit dieser Erklärung,

(Datum und Unterschrift)

Fahrten mit öffentlichen Verkehrsmitteln

Dienstfahrten mit dem eigenen Fahrzeug

Parkgebühren

Nr. der Anlage	Datum	Ort des Parkens	Kosten

Fahrtkosten mit öffentlichen Verkehrsmitteln		
Fahrtkosten mit dem eigenen Fahrzeug :		
Hinterlegte Strecke in km		
	x Rate (...) =	
Parkgebühren :		
Gesamtbetrag :		

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. August 2008 zur Festlegung der Bedingungen und Modalitäten für die Rückerstattung der Fahrt- und Vertretungskosten der Mitglieder der Verwaltungsorgane einer Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes beigelegt zu werden.

Namur, den 28. August 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Anlage 2

Forderungsanmeldung für die Vertretungskosten

Monat: - Jahr:.....

Hiermit erkläre ich Unterzeichnete(r)

Dass mir die Summe von Euro geschuldet wird

(In Buchstaben :)

Belegt durch die nachstehend aufgeführten und als Anlage beigefügten Unterlagen.

Nr. der Anlage	Betrag	Gegenstand/Beleg
GESAMTBETRAG		

(Datum und Unterschrift)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. August 2008 zur Festlegung der Bedingungen und Modalitäten für die Rückerstattung der Fahrt- und Vertretungskosten der Mitglieder der Verwaltungsorgane einer Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes beigelegt zu werden.

Namur, den 28. August 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDS DIENST

N. 2008 — 3394

[2008/203426]

28 AUGUSTUS 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de voorwaarden en modaliteiten van terugbetaling van de reis- en vertegenwoordigingskosten van de leden van de beheersorganen van een openbare huisvestingsmaatschappij

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, ingesteld bij het decreet van 29 oktober 1998, inzonderheid op artikel 148*quater*, derde lid, ingesteld bij het decreet van 30 maart 2006;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2007 betreffende het maximumbedrag en de voorwaarden tot toekenning van presentiegeld aan de leden van de beheersorganen en van de bezoldiging van de voorzitter en een ondervoorzitter van de raad van bestuur van een openbare huisvestingsmaatschappij;

Gelet op advies nr. 44.851/1/2/v, van de Raad van State, gegeven op 29 juli 2008, in toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het voorstel van de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij), goedgekeurd door haar raad van bestuur op 16 juni 2008;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijvingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1^o Code : de Waalse Huisvestingscode;

2^o maatschappij : de openbare huisvestingsmaatschappij.

Art. 2. De terugbetaling van de reis- en vertegenwoordigingskosten voldoet aan de in dit besluit bedoelde voorwaarden.

HOOFDSTUK II. — Reiskosten

Art. 3. Elke verplaatsing die overeenkomstig dit besluit aanleiding geeft tot een terugbetaling, wordt verricht via het meest gepaste vervoermiddel naar gelang van de vervoerkosten, de duur van de verplaatsing en de behoeften van het uitgeoefende mandaat.

Het beheersorgaan dat één van zijn leden belast met een opdracht, mag het gebruik van een persoonlijk voertuig toestaan.

Art. 4. § 1. De reiskosten voortvloeiend uit het gebruik van het openbaar vervoer of van een persoonlijk voertuig in het kader van een opdracht die een beheersorgaan van een maatschappij aan één van zijn leden heeft toevertrouwd in het kader van zijn mandaat, worden door de maatschappij terugbetaald.

§ 2. Het traject tussen de woonplaats van een bestuurder en de plaats van de vorming bedoeld in de artikelen 148, § 1, tweede lid, 1^o, en vierde lid, en 152*quater* van de Code, wordt gelijkgesteld met een verplaatsing in het kader van een door een beheersorgaan toevertrouwde opdracht.

§ 3. Uitgesloten wordt, de terugbetaling van de reiskosten gebonden aan het traject tussen de woonplaats en de vergaderingsplaats van de beheersorganen voor elke vergadering van een beheersorgaan die aanleiding geeft tot een presentiegeld of bezoldigingen in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2007 betreffende het maximumbedrag en de voorwaarden tot toekenning van presentiegeld aan de leden van de beheersorganen en van de bezoldiging van de voorzitter en een ondervoorzitter van de raad van bestuur van een openbare huisvestingsmaatschappij.

Art. 5. De reiskosten gebonden aan het gebruik van het openbaar vervoer worden op basis van bewijsstukken volledig terugbetaald.

Art. 6. Bij gebruik van een persoonlijk voertuig stemt de kilometersvergoeding overeen met die, welke de personeelsleden van de Diensten van de Waalse Regering krijgen bij gebruik van een persoonlijk motorvoertuig voor hun dienstverplaatsingen.

De vergoeding dekt alle kosten, behalve de in artikel 7 bedoelde kosten voor kortstondig en lang parkeren en zonder aftrek van de kosten van all-riskverzekering aangegaan door de maatschappij ter dekking van de risico's die ontstaan door de personeelsleden van een beheersorgaan, die gebruik maken van hun eigen motorvoertuig voor de behoeften van hun opdracht.

De kilometersvergoeding wordt berekend op grond van het kortste traject tussen de woonplaats van met een opdracht belast lid van het beheersorgaan en de plaats van deze opdracht.

Art. 7. § 1. De terugbetaling van de reiskosten en van de kosten voor kortstondig en lang parkeren gebeurt maandelijks op vertoon van een aangifte van schuldvordering op erewoord overeenkomstig het bij dit besluit gevoegde model.

§ 2. De kosten voor kortstondig en lang parkeren voortvloeiend uit verplaatsingen gebonden aan een opdracht waarvoor het beheersorgaan aan één van zijn leden volmacht geeft, worden op grond van de aangegeven kwitanties terugbetaald.

Art. 8. In geval van reis naar het buitenland in het kader van een opdracht toevertrouwd door de raad van bestuur van de maatschappij wordt het vervoermiddel gekozen naar gelang van de kosten van het vervoer en van de behoeften van de opdracht.

HOOFDSTUK III. — *Vertegenwoordigingskosten*

Art. 9. De leden van de beheersorganen van een maatschappij kunnen vertegenwoordigingskosten genieten.

Art. 10. Voor de toepassing van dit besluit worden verstaan onder vertegenwoordigingskosten, de kosten die individueel worden gemaakt en die voor de uitoefening van het mandaat in het kader van een opdracht toevertrouwd door een beheersorgaan van de maatschappij nodig zijn.

Art. 11. § 1. In het kader van de begroting bepaalt de raad van bestuur van de maatschappij de begunstigden van de vertegenwoordigingskosten betreffende de uitoefening van hun mandaat en het maximumbedrag van de vertegenwoordigingskosten die ze kunnen genieten.

§ 2. In geval van vertegenwoordigingskosten betreffende een verblijf in het buitenland kan de raad van bestuur bij met redenen omklede beslissing het jaarlijkse maximumbedrag van de vertegenwoordigingskosten wijzigen.

Art. 12. De vertegenwoordigingskosten worden a posteriori terugbetaald op vertoon van een bewijsstuk overeenkomstig het bij dit besluit gevoegde model.

Art. 13. De maatschappijen mogen geen kredietkaart toekennen aan de leden van hun beheersorganen.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 november 2008 met uitzondering van de in artikel 4, § 2, bedoelde verplaatsingen.

De in artikel 4, § 2, bedoelde verplaatsingen die vanaf 12 februari 2008 zijn verricht, mogen terugbetaald worden onder de voorwaarden bedoelde in de artikelen 5 tot 7 van dit besluit.

Art. 15 De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 15. De Minister van Huisvesting is beïlast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 28 augustus 2008.

Namen, 28 augustus 2008

Namen, 28 augustus 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A ANTOINE

Bijlage 1

Schuldvorderung wegen reiskosten

Maand : - Jaar :

Naam en voornaam :

Soort mandaat :

Woonplaats :

Bankrekening nr.:

Namens:

Ondergetekende verklaart op erewoord dat deze verklaring oprecht en volledig is.

(Datum en handtekening)

Verplaatsingen met het openbaar vervoer

Verplaatsingen met een persoonlijk voertuig

Kosten voor kortstondig en lang parkeren

Kosten van de verplaatsingen met het openbaar vervoer :		
Kosten van de verplaatsingen met een persoonlijk voertuig :		
Afgelegde kilometersafstand :		
	x percentage (....)..... =	
Kosten voor kortstondig en lang parkeren :		
Totaal :		

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 augustus 2008 tot bepaling van de voorwaarden en modaliteiten van terugbetaling van de reis- en vertegenwoordigingskosten van de leden van de beheersorganen van een openbare huisvestingsmaatschappij.

Namen, 28 augustus 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A ANTOINE

Bijlage 2

Schuldvordering wegens vertegenwoordigingskosten

Maand : - Jaar :

Ondergetekende.....

verklaart hierbij dat de som van euro hem verschuldigd is
(in letters :

De bijgaande volgende documenten rechtvaardigen deze som.

Bijlagennummer	Bedrag	Voorwerp/rechtvaardiging
TOTAAL :		

(Datum en handtekening)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 augustus 2008 tot bepaling van de voorwaarden en modaliteiten van terugbetaling van de reis- en vertegenwoordigingskosten van de leden van de beheersorganen van een openbare huisvestingsmaatschappij.

Namen, 28 augustus 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE